

**Saint Pierre d'Albigny, le 12/12/2025**

**Objet :** Demande de révision du PLU de Saint Pierre d'Albigny et concertation citoyenne concernant les OAP de la commune.

**Destinataire :** Monsieur le Commissaire enquêteur Modification du PLU – Décembre 2025  
Commune de Saint Pierre d'Albigny

**Monsieur le Commissaire enquêteur,**

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune a été approuvé en 2008. Depuis, certaines Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) n'ont pas été modifiées et apparaissent aujourd'hui obsolètes au regard des évolutions du territoire, des besoins des habitants et des enjeux environnementaux.

Par ailleurs, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Métropole Savoie, approuvé en février 2020, n'a pas donné lieu à une mise en compatibilité du PLU, comme l'exige l'article L.131-4 du Code de l'urbanisme.

**En tant que riverains, nous sollicitons :**

- L'ouverture d'une procédure de révision complète du PLU, afin de moderniser et adapter les OAP aux enjeux actuels.
- La mise en place d'une concertation citoyenne conformément à l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, permettant aux habitants, associations et acteurs locaux de participer activement à la définition des nouvelles orientations.

**Nos arguments sont les suivants :**

- Le PLU actuel ne reflète plus les réalités socio-économiques et environnementales de la commune.
- Les OAP de Chevillard datant de 2008 ne prennent pas en compte les enjeux actuels (accès aux commerces en mobilité douce, transition énergétique, préservation des paysages et de la biodiversité, de la ressource en eau, du potentiel de production agricole des sols, l'imperméabilisation des sols).
- Conformément à la jurisprudence du Conseil d'État (CE, 18 novembre 2024, n°470716), certaines évolutions du PLU, qui visent à ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation créées depuis plus de 9 ans, doivent obligatoirement être réalisées par voie de révision et non par simple modification.
- De plus, la modification actuelle du PLU ne prend pas en compte les dispositions de la **loi ALUR (2014)**, qui impose une meilleure régulation de l'urbanisme et une

transparence accrue dans la planification, ni celles de la **loi Climat et Résilience (2021)**, qui visent à intégrer pleinement les objectifs de transition écologique et de limiter l'imperméabilisation des sols dans les documents d'urbanisme.

- Enfin, concernant les nombreux riverains des deux OAP de Chevillard, l'affichage public réglementaire n'a pas été effectué concernant l'enquête publique en cours : pas d'affiche ni aux Grands Champs, ni à Chevillard, ni dans le quartier de la gare (OPAC).



Les grands champs, le 20/11/25



Chevillard, le 20/11/25



Les grands champs, le 30/11/25



Chevillard, le 30/11/25

- L'absence de prise en compte de ces textes législatifs et de conformité aux procédures réglementaires fragilise la conformité du PLU aux obligations nationales et compromet la cohérence des politiques locales avec les engagements environnementaux de la France.

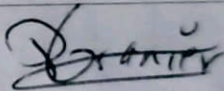
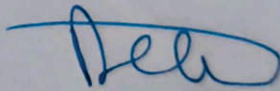
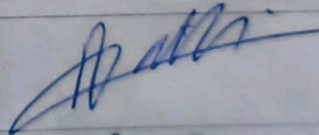
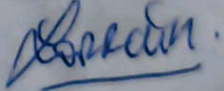
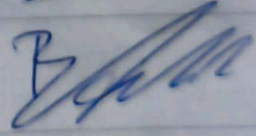
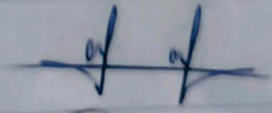

Nous demandons au commissaire enquêteur de prendre en considération les arguments qui combinent jurisprudence, obligation réglementaire (SCOT 2020, affichage réglementaire), exigences législatives (loi ALUR et loi Climat et Résilience) et chiffres de densité de logements à l'hectare, de suspendre la modification du PLU, de demander la révision du PLU et d'organiser une concertation citoyenne ouverte et transparente, afin d'assurer la légalité de la procédure et la cohérence avec le SCOT Métropole Savoie.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire enquêteur, l'expression de notre considération distinguée.

#### Signatures des riverains :

Nom, Prénom

Signature

GRANIER Pascale	
RIOT Alexandre	
CAILLEAU Amélie	
LOPPAIN Marion	
ACHARD Barnabé	
GOURY Gilbert	
GOURY Justine	



[illegible]